

Face aux dysfonctionnements du modèle capitaliste, quel type de régulation et quel modèle de société proposer ?

Face à la crise financière et économique et au défi climatique, les mesures annoncées par le G20, l'Europe et le gouvernement français, montrent une détermination des dirigeants allant dans le bon sens : plus de régulation, notamment des marchés financiers, lutte contre les paradis fiscaux, encadrement des rémunérations excessives des dirigeants et des traders, reconnaissance accrue des pays émergents dans les instances internationales, renforcement de l'aide au développement des pays pauvres, plans de relance de l'économie pour faire face à la crise, actions des pouvoirs publics encourageant la lutte contre le réchauffement climatique.

Cependant, ces mesures paraissent plutôt être des vœux, à traduire concrètement dans les actes, donc plutôt pour le moment des effets d'annonce visant à démontrer aux peuples que leurs dirigeants agissent dans le bon sens. Que nous dit en substance le [communiqué final du G20](#) du 24 et 25 septembre 2009 à Pittsburgh ?

Tout d'abord, il résume la finalité communément exprimée par nos leaders mondiaux : **« Lancer un cadre qui définisse les politiques et la manière dont nous agirons ensemble pour parvenir à une croissance mondiale, forte, durable et équilibrée »** (voir point 13 page 2). Cette phrase est significative sur les objectifs premiers : la croissance de la richesse et bien sûr des emplois (qui doit désormais intégrer la notion de « durable »). La survie de l'espèce et de la planète n'étant pas un objectif premier mais secondaire. La réduction des inégalités et de la pauvreté étant reléguée dans les annexes, ou au travers d'une expression incroyablement hypocrite : « Nous réaffirmons notre attachement historique à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement et nos engagements d'APD respectifs,... », qui rappelons-le, édictés en l'an 2000, sont loin d'être atteints ! Le renforcement du soutien aux plus vulnérables est évoqué, une volonté "d'améliorer l'accès des pauvres aux services financiers", la "promotion du déploiement d'énergies propres et peu coûteuses dans les pays en développement", la "prévention des sorties de capitaux illicites" de ces pays, mais cela paraît être comme disent les anglo-saxons du "wishfull thinking", en fait des vœux pieux.

Cette communication dissimule l'impuissance des Etats face aux puissances financières multinationales qui dominent maintenant dans la globalisation, élude la passivité de ces mêmes Etats (voire leur complaisance passive) à l'égard de paradis fiscaux, notamment au sein même de leur pays, participant pour certains à la corruption de chefs d'Etat ou à des commissionnements de marchés d'armement utilisant ces circuits opaques, masque un manque de concertation et de coordination d'ensemble quant à l'efficacité des plans de relance, à la maîtrise de l'ensemble des déficits publics, ou encore pour anticiper le risque d'exposition mondiale des Etats à l'égard du dollar et poser la question du besoin d'une monnaie de référence mondiale.

L'ensemble des formations politiques dans les différents pays du monde sont d'accord sur le diagnostic : constat de l'aggravation du réchauffement climatique, des problèmes d'accès à l'eau et de la raréfaction des ressources, de l'accroissement de la pollution et des effets sur la santé humaine, de l'accroissement des inégalités dans le monde entre pays et au sein de chaque pays, de l'insuffisance de régulation des marchés financiers, de l'accaparement par quelques uns des richesses au détriment de la majorité, des méfaits de la financiarisation de l'économie, de la dérive de l'économie financière et boursière comparée à l'économie réelle, la finance n'agissant plus au service de l'économie, privilégiant le court terme sur le long terme, de la prise de risque inconsidérée de quelques uns menant à la faillite de tous.

Elles s'accordent toutes également à présent, même les plus libérales, sur le besoin accru de régulation financière, économique et écologique, du rôle stabilisateur de la protection sociale et de l'interventionnisme salutaire de l'Etat lorsqu'il s'agit de venir au secours des banques et de relancer l'économie en panne. De même que tous les Etats, qu'ils soient de majorité conservatrice de droite ou sociale-démocrate plutôt à gauche, se sont tous lancés dans une fuite en avant, dans un endettement public considérable, pour sauver une situation présente de la faillite, en compromettant inconsidérément le futur, en reportant à demain les problèmes d'aujourd'hui.

Cependant, qui a véritablement fait le diagnostic en profondeur du dysfonctionnement systémique du modèle de société dans lequel nous évoluons dans ce nouveau contexte de globalisation ? Pour pouvoir remédier en profondeur aux problèmes qui sont à la source de nos maux et des dysfonctionnements de nos sociétés, il convient d'en avoir fait préalablement une analyse.

Le système économique dominant, qui repose sur le capitalisme libéral dans la mondialisation, est basé sur les principes suivants :

- Le développement humain passe par le développement du confort matériel, de l'accroissement de la richesse, avant les autres valeurs. La reconnaissance sociale se mesure à l'aune de la fortune matérielle et de la notoriété, de l'apparence, du vedettariat,
- Le moteur actuel de nos sociétés est la recherche du profit individuel avant toute chose. Il repose sur la croyance que la maximisation des profits individuel fera la maximisation de l'intérêt général des peuples, par accroissement de la richesse globale, du PIB des nations, qui « retombera en pluie » sur l'ensemble des individus, créant des emplois, augmentant les salaires et profitant à tous,
- Pour parvenir à la maximisation des profits et des richesses, il faut laisser libre cours au marché et à la concurrence des acteurs dans ce marché, assurant le meilleur service au meilleur coût, au bénéfice des consommateurs.
- L'accroissement des inégalités n'est pas un handicap au fonctionnement de ce système et permet au contraire de le stimuler, l'attire pour la richesse croissante des uns agissant comme une promesse de récompense au mérite et la peur de la précarité, du chômage, des effets de l'immigration, agissant pour les autres comme un activateur de nivellement des salaires vers le bas, en faveur de la productivité et de la minimisation des coûts, donc au final pour le bénéfice des consommateurs finaux des produits et des services.

Cependant, les crises répétées et notamment la dernière séculaire par son ampleur et sa gravité, permettent de faire un **diagnostic sur le dysfonctionnement de ce système.**

Diagnostic du modèle actuel :

- **L'accroissement global de la richesse, du PIB, ne s'est pas traduit pas une retombée en pluie et au contraire a favorisé l'accroissement des inégalités.** Les chiffres démontrent que les plus riches se sont accaparés le surplus de richesse au

détriment des moins favorisés, des pauvres et des classes moyennes. Ce constat vaut aussi bien en comparant les pays entre eux qu'en comparant les classes de revenus et de patrimoine au sein des pays.

- **La concurrence favorise la concentration des entreprises qui elle-même tue la concurrence.** Du côté des producteurs, la recherche du profit maximum fait peser la pression sur les coûts. Un des moyens de réduire les coûts pour une entreprise est de réaliser des économies d'échelles, gagnant ainsi en coûts de structure. Pour ce faire, les acteurs ont intérêt à se regrouper, d'où une concentration de plus en plus forte par secteur économique. A terme, cette concentration peut nuire à la concurrence, tout le marché étant tenu par quelques gros acteurs ayant un pouvoir sur les prix (centrales d'achat dans la distribution, téléphonie mobile, monopole du logiciel avec Microsoft, gros courtiers agro-alimentaires,...), ce qui finit par causer du tort aux consommateurs tant en termes de niveau de prix que de diversité de l'offre. Ce phénomène est observé au niveau mondial, les fusions étant trans-nationales (Pechiney/Alcan, Arcelor/Mittal, Alcatel/Lucent, ...).
- **Ce système entretient l'illusion d'un marché parfait** dans la transparence de l'information et la parfaite concurrence, l'équilibre des prix entre l'offre et la demande. Or le marché n'est pas parfait comme l'a démontré Joseph Stiglitz : l'accès à l'information n'est pas le même pour tous, certains étant privilégiés, **la concurrence est faussée** (effet des concentrations et des lobbyings).
- **Le prix du marché « mondial » équilibre faussement l'offre et la demande.** Le prix de marché « mondial » se fait en réalité sur une offre ou une demande « marginale » et non moyenne. L'alignement des prix vers le plus bas en cas d'offre excédentaire momentanée (salaires des postes non qualifiés) ou vers le plus haut en cas de demande excédentaire momentanée (pétrole, denrées alimentaires), quels que soient les réalités économiques, le coût de production réel des marchandises ou des services vendus. C'est le nouvel entrant, en pesant de façon importante sur l'équilibre entre l'offre et la demande, qui va déterminer le prix marginal de l'échange, celui-là même qui devient le prix de référence pour l'ensemble des échanges. De plus, l'ajustement de l'offre et l'ajustement de la demande ne se font pas forcément à un même rythme (cas de l'alimentation mondiale, la demande ayant crû plus vite que la production et les réserves en stock, cas également du pétrole), avec de surcroît l'effet amplificateur de la spéculation. Ainsi en simplifiant, un excédent de demande sur l'offre de 10% peut induire une inflation de prix de 100% au lieu de 10% toute chose égale par ailleurs, où la logique aurait dû être qu'en moyenne 90% des demandeurs acceptant de payer 10% plus cher pour satisfaire les offreurs sur la même quantité offerte pour un gain final identique !
- **La spéculation favorise le mimétisme des marchés, le comportement grégaire des investisseurs, accentuant les variations à la hausse et à la baisse.** Déjà Keynes analysait le comportement grégaire de foule, remarquant que la croyance en un taux d'intérêt ou un prix futur même peu réaliste économiquement fait le taux et le prix d'aujourd'hui, ce qui lui faisait dire que "il est plus malin pour gagner en bourse d'anticiper la psychologie de la foule plutôt que la tendance réelle des événements et de singer préventivement la déraison". C'est ce qui s'est passé avec la crise malgré les alertes préventives de bulles sur l'immobilier. L'économiste Patrick Artus remarque aussi que la compétition forte entre les investisseurs institutionnel gérant de fonds encourage le mimétisme par comparaison permanente des performances des fonds.

Ces dernier cherchant à drainer le maximum d'épargne puisque leur rémunération dépend de ces volumes, qui eux-mêmes sont attirés par la performance maximale.

- **Les règles comptables des banques et des investisseurs institutionnels (assurances, fonds de pension) ont aussi accentué les effets pro cycliques à la hausse et à la baisse.** Depuis 2005, ces règles IFRS, venues des Etats-Unis, imposent une valorisation des actifs au prix de marché, même si le prix de marché est artificiellement et momentanément surévalué ou sous évalué notamment par les effets de mimétisme et de crise.
- **Basé sur la recherche du profit individuel à court terme et favorisant la prise de risque, ce système va contre l'intérêt collectif mondial et n'est pas durable.** Il ne sait pas venir à bout du réchauffement climatique sans être contraint de manière coercitive ; il ne sait pas non plus venir à bout de la misère, de la crise alimentaire, des inégalités entre le Nord et le Sud. La spécialisation régionale, la fourniture à bas prix de denrées alimentaires et de semences stériles aux pays pauvres ont tué leur agriculture vivrière, accentué leur dépendance au détriment de l'autosuffisance alimentaire, décimé leurs emplois, déséquilibré leurs sociétés en en faisant des « assistés », engendré l'immigration massive vers les pays riches qui se sont auto érigés en modèles absolus avec la pensée unique ; Ces pays pauvres sont ensuite devenus beaucoup plus dépendants des pays riches pour leur alimentation et ont encore plus souffert des hausses de prix des céréales en 2008.
- **Le modèle économique actuel ne permet plus d'optimiser l'investissement industriel à long terme des entreprises mais favorise la rentabilité à court terme même si elle est réalisée au détriment du long terme.** Ainsi, lorsqu'un trader réalise d'importantes plus-values sur lesquelles est prélevé son bonus, il jouit aujourd'hui d'un gain représentant en fait un gain futur hypothétique. De même pour le détenteur de stock-options qui vend ses options au meilleur moment pour réaliser maintenant ses plus-values. On remarquera toutefois qu'il n'existe pas de malus (bonus négatif) pour les traders et que les stock options ne sont jamais réalisées en cas de perte potentielle. Les traders ou dirigeants font courir un risque à leur banque ou à leur entreprise (charge à elles et à leurs actionnaires de les mettre sous contrôle et sous limites) et gagnent en cas de profit, laissant en revanche toutes les pertes à leur entreprise dans le cas inverse. Autrement dit ce système de motivation des opérateurs favorise la prise de risque.
- **La finance n'est plus au service de l'économie et diverge de l'économie réelle.** La valeur totale des actifs dits toxiques (*subprime*) est estimée à environ 800 milliards de dollars et les pertes induites des banques entre 2200 et 3600 milliards de dollars dans le monde. Alors que la capitalisation boursière mondiale a chuté de presque 50% en 2008, passant de 62 747 Mds de \$ fin 2007 à 32 575 Mds de \$ à fin 2008 (voir chiffres de la FIBV), soit une perte de 30 000 milliards de \$, plus de 30 fois plus que la perte d'origine qui a causé la réaction en chaîne. C'est dire le prix de la confiance, ou plutôt le coût de la défiance, dû aux anticipations du marché, comparé à la valeur réelle des choses. D'autant plus que du côté de l'économie réelle, il n'y a pas eu de destruction de valeur de l'appareil de production ni des clients potentiels des entreprises (citons l'exemple des compagnies aériennes dont la valeur boursière est tombée en dessous de la valeur des actifs correspondant aux avions en leur possession). Simplement le marché anticipe par méfiance et pessimisme des pertes futures qu'il chiffre au présent, en valeur actuelle nette, via le cours de bourse.

La capitalisation boursière mondiale s'est accrue de 147% sur les 10 dernières années tandis que le PIB mondial lui augmentait de 81%, soit un rapport de presque 2, la capitalisation boursière reflétant une croissance double de celle du PIB. En moyenne annuelle, le rapport est de 2,1 et même de 3,1 si on raisonne en croissance réelle, hors inflation. Or, l'accroissement de la valeur boursière d'une société devrait refléter l'anticipation de l'accroissement futur de valeur engendrée, traduite par l'anticipation des dividendes versés ou de la valeur de l'entreprise accrue par ses bénéfices mis en réserve et utilisés pour investir et développer son activité. Globalement dans le monde et sur le long terme, il devrait y avoir une équivalence entre l'évolution de la valeur des bourses (appelée capitalisation boursière) et l'évolution de la production globale, c'est-à-dire du PIB.

- **Le secteur financier a vampirisé la création de richesse au détriment de l'économie réelle.** Les profits des établissements financiers sont caractérisés par des ROE (Return on Equity) de 25-30% de 40% voire plus dans leurs activités de marché (André Orléan, *De l'euphorie à la panique penser la crise financière*), comparé à 15-20% dans les firmes industrielles. La part de profit dans les banques est passée de 10% du total des profits des entreprises françaises en 1980 à 41% en 2007 alors que le secteur financier ne représente que 5% de l'emploi salarié et 16% de la valeur ajoutée.
- **Alimenté par des liquidités abondantes et une fuite en avant des déficits et de l'endettement, le système vit à crédit en compromettant le futur.** Déjà avant la crise des subprime et ses conséquences, donnant lieu à d'importants plans de relance financés par du déficit public dans de nombreux Etats, certains Etats « cigales » vivant à crédit depuis une trentaine d'années. C'est le cas des Etats-Unis, mais aussi de la France, ce qui malheureusement ne leur permettait pas d'avoir des réserves pour affronter les temps de crise quand la bise fut venue. Les Etats-Unis étaient plombés par le coût énorme de sa guerre en Irak et la France par la récurrence de ses déficits sociaux et maintenant la détérioration de sa balance commerciale. Les pays émergents exportateurs dont la balance commerciale est positive, comme la Chine et les pays producteurs de pétrole ou matières premières ont de leur côté des réserves de change importantes qu'ils placent en dollar et en euro en achetant des bons de trésor américains ou européens (essentiellement américains, le dollar représentant 60% des réserves de change mondiale et l'euro 24%). C'est l'équilibre de la « barbichette ». C'est aussi une fuite en avant où les débiteurs empruntent pour rembourser leur dette et leurs intérêts, roulant leur position débitrice au fil des ans. Le coût considérable des plans de relance ainsi que la perte de recettes fiscales et d'un surcoût social dû à la récession, ont fait exploser les déficits et la dette globale en 2009. Pour ne pas grever la consommation qui accélérerait la récession, les Etats ont tous décidé d'émettre de la dette publique. En tout, ils ont déclarés (Le Monde du 20 février 2009) plus de 2800 milliards de dollars (2190 milliards d'euros) sur 2 ans. Et les chiffres ont encore enflé depuis. Concernant l'épargne privée, le constat est le même : fort endettement des Américains pour financer notamment leur consommation dans un contexte de liquidité abondante et forte épargne des citoyens des Etats émergents pour faire face à la déficience de protection sociale dans ces pays (la Chine épargne 40% de son PIB).
- **Les paradis fiscaux, trous noirs de la globalisation, permettent aux plus favorisés de contourner les obligations réglementaires et fiscales, ainsi qu'aux activités illicites et mafieuses de prospérer.** Dans cet univers mondialisé et de plus en plus dérégulé, les tentatives de régulations menées par les Etats au travers de la fiscalité et des contrôles des banques et des entreprises sont inopérantes dans des Etats non

coopératifs, dits « paradis fiscaux », qui participent à la globalisation et sont même au cœur de l'économie mondiale. Ainsi, des personnes fortunées et des institutions financières comme des entreprises, peuvent à loisir loger leur fortune ou leur siège à l'abri de tout contrôle et d'imposition. L'éviction fiscale annuelle est estimée au niveau mondial à environ 350 à 500 milliards de dollars, dont 100 milliards de dollars aux Etats-Unis, à 200 milliards en Union européenne dont 20 pour la France (l'équivalent au déficit de la Sécurité sociale ou à la moitié de l'impôt sur le revenu). Environ deux tiers des fonds spéculatifs (*hedge funds*) sont domiciliés dans les paradis fiscaux et ne sont pas soumis à contrôle). Ils drainent environ 2 000 milliards de dollars d'investissements. Ces pays « non coopératifs » permettent aussi aux mafias, au trafic de drogue, au trafic d'armes, de prospérer en menant leur économie parallèle également dans la globalisation. Même les Etats se servent de cet outil pour verser des rétrocessions de commission sur les marchés d'Etat d'armement, ce qui explique notamment leur embarras sur la question ! Des annonces ont été faites par le G20 à Londres fin 2008 suite à la crise financière puis à Pittsburgh en septembre 2009, listant les pays incriminés, mais cette liste existait déjà depuis 10 ans à l'OCDE et aucune mesure coercitive, de sanction, n'a été proposée à l'égard de ces pays.

- La spécialisation à outrance au niveau international nuit à l'équilibre des sociétés, à la diversité des cultures. Cette spécialisation visant à répondre à l'efficacité dans l'environnement concurrentiel mondial, est illustrée par :
 - o les délocalisations, bien souvent sans transfert de technologie de sorte que la valeur ajoutée reste dans les pays riches, les sites de production ayant le statut de simples sous-traitants dénués de toute visibilité, ou, comme cela s'est produit fréquemment lorsqu'il y avait une cession de brevet, l'implantation d'unités reposant sur l'exploitation de brevets dont le coût de recherche et développement était déjà amorti, et trop polluants pour continuer à être utilisés dans les pays développés ;
 - o la division internationale du travail - le but étant, pour les pays riches, la recherche de main d'œuvre bon marché pour atteindre les objectifs de productivité - associée à la concentration de plus en plus forte des acteurs.
 - o La spécialisation, qui conduit à une urbanisation croissante (désertification des campagnes et création de mégapoles), à des zones de plus en plus articulées autour d'un secteur spécialisé, au détriment de la diversité des activités. Elle mène également à une désindustrialisation progressive de l'Occident, qui touche les classes moyennes et se traduit différemment selon les pays, selon leurs spécialisations, selon leur modèle économique, selon que leur croissance dépende plus ou moins des exportations et des importations. Ainsi l'Allemagne, spécialisée sur des activités manufacturière de production de machines à haute valeur ajoutée bénéficiant d'une clientèle croissante dans les pays émergents et peu sensible à la hausse de l'euro (peu de concurrence sur ces secteurs) tout en bénéficiant de baisse de coût grâce à l'externalisation d'activités (*outsourcing* notamment de l'informatique) et des délocalisations de fournisseurs de base. Alors que la France s'est polarisé d'un côté sur quelques secteurs hautement spécialisés (aéronautique, transport, énergie/nucléaire, informatique, luxe, finance) et sur des emplois de services domestiques locaux peu sophistiqués, son industrie peu différenciée ayant beaucoup souffert des

délocalisations. Comme le démontrent Patrick Artus et Marie-Paule Virard¹, la mondialisation accélère ainsi les divergences entre les pays, joue un rôle de révélateur des compétitivités relatives entre les pays.

En conclusion, le modèle néocapitaliste libéral actuel dans la mondialisation, appelé globalisation, n'est pas durable en l'état. Non seulement il conduit irrémédiablement, si on ne lui résiste pas, à une civilisation invivable et insupportable, mais également à l'extinction de l'espèce humaine et à la destruction de la planète. L'intérêt général doit primer sur les intérêts particuliers lorsqu'il est mis en péril au point de mettre finalement en jeu les intérêts particuliers ou ceux des générations futures.

Ce diagnostic nous conduit à proposer de **redéfinir les bases de fonctionnement de notre modèle de société**. Ces bases doivent reposer sur des **principes directeurs et des priorités**, qui pourront ensuite être déclinées en mesures concrètes et programmatiques.

Quel modèle de société ? Régulation *ex-post* ou régulation *ex-ante* ?

Le choix du modèle de société et notamment du modèle économique de nos sociétés, repose à la fois sur l'affirmation des objectifs collectifs et de l'intérêt général, des contraintes à imposer par régulation à la collectivité, ainsi que sur la traduction de ces objectifs et de ces contraintes au niveau individuel, tant sur le plan culturel et comportemental, des valeurs à privilégier et des modes de consommation, que sur les incitations financières et fiscales.

Face aux deux modèles extrêmes d'un côté du néo-capitalisme dérégulé dans la globalisation et de l'autre de l'économie socialiste étatisée administrée qui ont tous deux montré leur échec, nous sommes devant le choix de société suivant :

- **Soit ajuster le système capitaliste actuel dans la globalisation**, en gardant le même moteur, la recherche individuelle du profit, mais en lui imposant des corrections a posteriori, plus de régulation, des contraintes sociales et environnementales par une re-distribution plus équitable des richesses et par des sanctions financières, via la fiscalité et des méthodes coercitives. Ainsi la taxe carbone, le droit de polluer payant avec le système des quotas, une taxe Tobin sur les flux financiers, éventuellement l'ajout de tranches marginales d'impôt sur le revenu, des sanctions financières sur les transactions effectuées avec les paradis fiscaux, ... **C'est le choix des moyens correctifs *ex-post***. On peut imaginer sa déclinaison à différents niveaux : par exemple corriger la croissance constatée des inégalités entre pays en imposant aux pays plus enrichis de redonner aux pays plus appauvris via l'aide au développement, ou taxer les entreprises occidentales qui délocalisent leurs industries polluantes dans ces pays pour combler le coût environnemental afférant. De même, au sein de chaque pays, on pourrait corriger l'accroissement des inégalités, par l'impôt et la redistribution sociale. Après avoir constaté que la part des profits des banques dans la valeur ajoutée s'est accrue de 10% à 40% depuis 1980 au détriment des entreprises non financières, c'est-à-dire traduisant une vampirisation de la richesse par le secteur financier, on pourrait aussi proposer de corriger cette répartition par un ajustement de l'impôt sur les entreprises, plus fort sur les banques et moins élevé sur les entreprises.

Dans une telle logique, on reste sur le même moteur de société qui est la recherche égoïste du profit individuel, l'intérêt général étant représenté comme une contrainte et les bénéficiaires de la redistribution comme des assistés. Dans ce modèle, l'incohérence entre l'intérêt général

¹ « La globalisation, le pire est à venir », Patrick Artus et Marie-Paule Virard, La découverte, mai 2008.

représenté par les contraintes, et l'intérêt individuel, toujours basé sur le profit individuel, est génératrice de frustrations sociales et d'un problème de reconnaissance sociale des individus. Le moteur individuel des intérêts particuliers n'est pas en harmonie avec l'intérêt général. Ce système met en risque la démocratie, dans la mesure où il peut paraître impératif d'imposer les contraintes aux individus même si les choix individuels de ces derniers ne vont pas en ce sens. L'impératif social ou écologique peut ainsi devenir totalitaire. Et l'humanitaire sert de bonne conscience à une société déshumanisée.

- Soit repenser le système plus en profondeur en redéfinissant les objectifs et les contraintes et en cherchant l'harmonie entre l'intérêt général et les intérêts particuliers.

Il s'agit tout d'abord d'affirmer une **inversion des priorités** : faire de la préservation de l'environnement et de la justice, de la réduction des inégalités, des valeurs ultimes, le profit ou l'argent n'étant qu'un moyen pour atteindre ces objectifs. La régulation, avant même d'être ex-post, c'est-à-dire corrective, doit être ex-ante, c'est-à-dire préventive, une régulation encadrant par avance les dérives potentielles. C'est le cas de la limitation des bonus ou d'une meilleure répartition ex ante de la valeur ajoutée des entreprises entre le capital, le travail et l'investissement, afin de tarir la source de l'appât du gain de quelques-uns, de la vampirisation d'une catégorie minoritaire de population aux dépens des autres. Les actions visant la préservation de l'égalité des chances par l'accès à l'éducation et à la santé font partie de ces mesures préventives. L'investissement dans le retraitement des déchets et des économies d'énergie, ainsi que l'évolution des modes de consommation, avant même la taxation des consommations carbone, fait aussi partie de l'arsenal préventif.

Ce scénario repose sur un changement du moteur de la société, qui touche chaque individu dans son comportement. Si l'individu adhère à ces valeurs collectives en les intégrant dans ses valeurs individuelles, s'il souhaite non par la contrainte mais par la conviction changer son mode de comportement et de consommation non seulement à l'égard de l'environnement, de sa consommation d'eau, de carburant, d'énergie, des déchets, mais aussi à l'égard des autres individus, si sa reconnaissance sociale repose plus sur des valeurs humaines et spirituelles que matérielles, alors il se sentira en harmonie avec les objectifs de la collectivité et l'intérêt général. C'est cela qui doit être le marqueur du changement de modèle de société, en reprenant radicalement, c'est à dire à la racine, le mal dont nous sommes atteint.

Ainsi, plutôt qu'imposer un nouveau modèle de société par des moyens coercitifs que l'intérêt général aura fini par imposer à tous les individus que nous sommes, il s'agit de faire évoluer la société de préférence par un changement des mentalités et une adhésion individuelle directe aux objectifs de solidarité et de respect, de l'environnement comme de la personne humaine. Ce modèle vise l'harmonie entre l'intérêt général et les objectifs particuliers. Il repose sur la démocratie. Il engendre moins de risque de frustration sociale et de dérive totalitaire.

Cependant, il faudra passer d'abord par une étape de régulation corrective des inégalités et des dérives, ex post, ainsi que par une étape de régulation préventive, d'éviction a priori des abus, des inégalités, de la destruction de l'environnement et de la biodiversité, avant d'arriver à un modèle cible où le moteur même aura changé, lorsque les individus auront intégré dans leur comportement, leur raison d'être, d'autres priorités que la recherche individualiste du profit matériel, lui préférant d'autres valeurs.

C'est le choix de ce qu'on peut appeler l'humanisme, passant par la conscience des individus responsables et solidaires de demain, plutôt que le capitalisme teinté de caution humanitaire.

Principes directeurs et priorités du modèle humaniste :

- **Le progrès de l'humanité et le bien être des hommes ne doit pas être prioritairement basé sur l'accroissement matériel et la recherche du profit individuel.** Le diagnostic démontre même que la recherche du profit individuel peut aller à l'encontre de l'intérêt général et de la préservation de l'environnement. **Les valeurs humaines, la diversité des cultures, le respect de l'être humain, l'accès à l'eau, à la santé et à l'éducation, la préservation de l'environnement et des ressources naturelles, doivent être affirmés comme des biens supérieurs** qu'il s'agit de préserver et si besoin de soustraire à la loi du marché. Ainsi, les services publics garantissant un accès à ces biens supérieurs devraient être préservés. L'éducation, le service postal, les soins de santé, doivent pouvoir être assurés avec un niveau de qualité égal dans le territoire sans être contraints par des critères de rentabilité.
- **L'égalité des chances, le principe de solidarité et la justice doivent être garanties en toute circonstance.** L'égalité des chances passe par un accès égal à l'éducation, à l'eau, à la santé, aux transports, par tous et sur tout le territoire, ce que doivent garantir les services publics. Le principe de solidarité doit s'appliquer aussi bien entre classes aisées et classes défavorisées, notamment au travers de la fiscalité à taux progressifs, qu'entre les générations au travers du système des retraites par répartition et par une gestion saine des déficits publics, interdisant le financement des dépenses courantes par un déficit grevant les générations futures. L'indépendance de la justice doit être une règle, de même que l'indépendance des Etats, des pouvoirs publics, vis-à-vis des puissances financières et médiatiques.
- **La solidarité et la protection des faibles doit conduire nos comportements.** Alors que le modèle capitaliste est darwinien, élimine les faibles par la compétition et la loi du plus fort, où les puissances financières et les lobbies asservissent les politiques, le modèle humaniste ne refuse par la compétition mais la conditionne afin qu'elle soit loyale et équitable, l'associe à la coopération et parfois la remplace par une coopération des acteurs œuvrant pour un but commun plutôt qu'œuvrant chacun contre l'autre pour un but personnel.
- **La coopération doit être préférée à la compétition si elle permet de maximiser l'intérêt général de tous.** Tant au niveau associatif, au niveau des entreprises, qu'au niveau des pays au sein de l'Europe, la mise en commun de moyens dans un objectif commun pour le bien de tous peut s'avérer plus rentable qu'un investissement individuel de chacun au service d'un objectif individuel visant à être le meilleur au détriment de l'autre. Le regroupement de compétences, d'investissement en R&D au niveau européen notamment dans les secteurs d'innovation, tels que les énergies renouvelables, la voiture électrique, les biotechnologies etc., serait parfois plus efficace qu'une multiplication des investissements éclatés, plus faibles et redondants au sein d'entreprises différentes qui se font concurrence et dont une seule gagnante emportera le marché.
- **Il ne doit plus y avoir de zones de non droit, comme les paradis fiscaux.** Ceci ne peut se décréter qu'au niveau mondial et d'une manière très déterminée et intransigeante. Une liste des pays non coopératifs devrait être établie sans complaisance ni faux-semblants. Il ne suffit pas de se satisfaire de 12 accords bilatéraux (qui peuvent être établis entre pays complaisants et sur un périmètre très limité) pour être exempté. Des sanctions devraient être appliquées par tous les Etats aux entreprises qui ont des filiales dans les pays « non coopératifs » et même aux entreprises qui signent des contrats avec des personnes et des entreprises basées dans ces pays.

- **La performance des entreprises ne doit pas se résumer à la valeur d'un cours de bourse.** Les indicateurs de **performance sociale et environnementale** doivent contribuer également à la valeur publique de l'entreprise. Les objectifs à long terme des entreprises devraient être évalués et priorisés face aux objectifs de rentabilité à court terme.
- **Les règles de commerce international**, édictées par l'OMC, **doivent tenir compte des normes de droit du travail et de protection sociale** de l'Organisation Internationale du Travail, protégeant notamment les enfants du travail forcé, **ainsi que des normes environnementales et de santé publique**, en termes d'émission carbone, de pollution etc. qui devraient être régies par une Agence de Sécurité Environnementale au niveau mondial.
- **La démocratie doit être affirmée dans la gouvernance des entreprises comme dans celle des Etats et même s'agissant de la gouvernance mondiale.** Les actionnaires minoritaires doivent pouvoir affirmer leur position en se regroupant face aux actionnaires majoritaires et aux fonds spéculatifs actionnaires des entreprises. L'actionnariat responsable devrait être favorisé, celui qui est intéressé aux services finaux de l'entreprise, par exemple tel que dans les structures mutualistes ou les coopératives où les actionnaires sont les clients ou les fournisseurs du service ou des biens produits ou distribués. De même, s'agissant des organisations internationales, telles que le FMI et la Banque Mondiale, les représentations des différents pays devraient refléter la réalité de l'importance des populations et les regroupement de pays en pôles régionaux, comme l'Europe, l'Amérique du Sud ou l'Afrique, devraient y avoir une représentation commune de l'ensemble des pays parlant d'une seule voix, dans un monde multipolaire plus équilibré.
- **La rémunération de tout service financier doit être justifiée par une juste rémunération du risque et du service**, en toute transparence de la formation de ce prix. Ainsi les prix des services bancaires comme également le niveau des taux d'intérêt pour la clientèle doivent pouvoir être expliqués par les coûts d'exploitation et les coûts du risque. Les marges bénéficiaires doivent être raisonnables et transparentes.
- **La volatilité des prix des carburants, des matières premières et des denrées alimentaires de base doit pouvoir être contenue par un mécanisme de régulation.** La justesse du prix n'est pas forcément celle de l'équilibre à un instant donné entre l'offre et la demande marginale, surtout si les ajustements de l'offre et de la demande ne se font pas au même rythme. C'est ce qui explique la forte volatilité des prix du pétrole et des matières premières. De même la forte baisse du prix du lait dès la suppression des quotas et des accords sur les prix, dans un contexte où seules les grandes industries laitières peuvent survivre à la guerre des prix, laissant sur le carreau des milliers d'agriculteurs ainsi que leur famille. Les quotas et la contention des prix dans une fourchette, comme on le faisait pour les monnaies au sein du serpent monétaire, sont en fait un système de régulation préventif de la volatilité des prix, un amortisseur de choc à la fois pour les producteurs et les acheteurs.
- **Le principe de responsabilité et de transparence doit être affirmé dans la prise de risque.** Ainsi découlant de ce principe :
 - Une séparation capitalistique devrait être exigée réglementairement entre les banques d'affaires et les banques de dépôt, afin de ne pas faire subir aux épargnants les risques pris sur des activités de banque d'affaires.
 - Une banque qui revend du risque devrait être solidaire de ses clients sur le risque qu'elle leur fait prendre (limitation des effets de levier dans les opérations de LBO et de titrisation, obligeant l'investisseur à garder une part significative des actifs revendus).
 - Des règles contraignantes devraient être imposées aux distributeurs de crédit à la consommation qui poussent au surendettement et pratiquent l'usure, avec des taux d'intérêt élevés expliqués par les risques inconsidérés qu'ils font prendre aux

clients consommateurs, dont une partie se retrouve insolvable et l'autre obligée de payer des taux très élevés pour payer l'insolvabilité des autres.

- **L'affectation des profits (en investissement, distribution de dividendes) et l'intention des opérations** doivent être pris en compte pour permettre une classification (court terme/long terme, objectif de développement économique ou social /pure spéculation,...), permettant d'appliquer une fiscalité et des contraintes différenciées.